

L'historien du luddisme, Edward P. Thompson, et l'« économie morale de la foule ».

<http://www.palim-psao.fr/article-10535780.html>

Le grand historien britannique Edward P. Thompson est plus généralement cité en référence à sa magnifique histoire du mouvement luddite, que pour son concept d'« économie morale de la foule » qui est pourtant d'une pertinence remarquable pour bien saisir les premières formes d'opposition à l'« invention de l'économie » aux XVIIe et XVIIIe siècles [1]. En effet, l'historien, en opposition à des courants historiographiques (notamment marxistes) qui propageaient une vision spasmodique de l'histoire populaire, a toute sa vie voulu montrer que les actions populaires désignées par le mot « émeutes », « rumeurs », « bruits » ou « émotions » dans les sources judiciaires, ne pouvaient pas être réduites à des réactions instinctives provoquées par la faim. Pour E. P. Thompson l'émeute rurale est aussi le vecteur d'une politique latente, d'une culture et d'une morale ordinaire (une common decency au sens de Michéa) fruit du bon sens des gens de peu. L'objectif de Thompson à travers son concept d'« économie morale de la foule », est quelque peu similaire à celui de sauver les luddites de « l'énorme condescendance de la postérité » qu'il retrouve aussi bien du côté d'une histoire économique obsédée par la construction d'indicateurs scientifiques de la croissance économique, que d'une histoire ouvrière soucieuse de montrer l'essor et la gloire des « vrais » (plutôt que des faux) représentants de la classe ouvrière. En effet, l'historiographie marxiste ne voyait dans les révoltes frumentaires que formes archaïques de protestation et de revendications, à des années lumières des structures révolutionnaires validées par les partis communistes mondiaux aux ordres de la Soviétie totalitaire et de son projet de « modernisation de rattrapage » (Robert Kurz), c'est-à-dire de constitution de la forme de vie sociale médiée par le travail abstrait, la valeur et l'argent, médiations pourtant intrinsèquement capitalistes comme l'a montré Moishe Postone. Les thèses courageuses et iconoclastes de Thompson, empreintes de méfiance à l'égard des lourds présumés qui pesaient sur les débats historiques pendant la guerre froide, sont donc inséparables de sa réflexion militante, marxienne et hétérodoxe issue des polémiques au sein de la gauche anglaise à la fin des années 1950.

1. L'« économie morale de la foule » contre l'émergence de la réalité et de l'imaginaire économiques.

De plus, E.P. Thompson entend démontrer que ce qu'il appelle peut être improprement la vieille « économie morale de subsistance » et « l'économie morale de la foule » n'ont pas disparu à la fin du XVIIe siècle, mais ont perduré, en partie au moins, jusqu'aux dernières années du XVIIIe siècle, jusqu'à la victoire du projet métaphysique de la nouvelle économie politique du marché libre : l'Economie. Nous retrouvons là la thèse de J. Le Goff sur la non pertinence de l'idée d'une rupture fondamentale dans les rapports sociaux fondamentaux à la Renaissance et l'existence au contraire d'un long Moyen âge jusqu'au XVIIIe siècle, l'imaginaire économique mais également les rapports sociaux économiques (donc le capitalisme) étant étrangers au Moyen âge, les rapports sociaux étant subsumés et encadrés dans des rapports politico-religieux restant dominants. Dans ce moment de bascule, c'est-à-dire de la constitution de la forme de vie sociale capitaliste médiée par le travail, la marchandise, le mouvement automate de la valeur et de l'argent, Thompson est l'historien de la confrontation parfois violente aux XVIIe et XVIIIe siècles de ces deux mondes sociaux très différents.

Thompson commence par exposer le remplacement progressif et inégal suivant les régions, de l'ancienne « économie » (pour diverses raisons que nous n'exposerons pas ici, il faut rester prudent dans l'usage certainement anachronique de ce terme) encore largement enchâssée dans la société, par les nouvelles tendances de l'autonomisation de l'économie, dans l'invention de l'Economie au cours du XVIIIe siècle. En effet, Adam Smith dans « La Richesse des nations » (1776) développe la matrice des nouvelles lois de la sphère économique, dès lors autonomisée par cette normativité surplombante de ses « lois » d'une puissance auto-réalisatrice. Mais le projet métaphysique de Smith, constitue moins un modèle qu'un anti-modèle. En effet, son ouvrage est traversé par une tension interne, opposée à la politique paternaliste de « subsistance » de la dynastie anglaise des Tudors, qui dispensaient quand besoin s'en faisait, des stocks de blé aux populations [2]. La thèse de la « main invisible » de Smith est donc directement dirigée contre l'interventionnisme paternaliste de l'Etat royal qui lui aussi a su de plus en plus en monétarisant sa ponction fiscale depuis le XVIe siècle, s'autonomiser de son ancienne dépendance aux rapports sociaux féodaux [3].

Quand à la fin du XVIIIe siècle, déclinent les méthodes paternalistes traditionnelles du gouvernement sous l'influence des thèses smithiennes, l'« économie morale de la foule » prend la place du vide laissé par le reflux du souverain. Dans une sphère économique détenant ses propres lois, l'abstraction du marché n'est jamais mieux réglée que lorsqu'on le laisse se régler lui-même affirmait Smith. Ainsi pour E. P. Thompson, le projet de Smith est bien celui d'une « dé-moralisation » de la sphère des activités satisfaisant les besoins, par extraction de l'économie de la moralité de la socialité ordinaire mais aussi de la socialité déterminée par les relations de domination, et en l'occurrence du rapport social de sujétion au pouvoir royal. Dès lors la nouvelle économie politique est débarrassée d'impératif moraux importuns à son propre auto-accroissement. Désormais, « il est un domaine des affaires humaines, isolables des autres, où la morale et les modes de socialisation traditionnels sont inutiles, voire nuisibles », que « dans ce domaine, en poursuivant leurs intérêts égoïstes, les hommes travaillent sans le savoir au bien commun » [4]. Adam Smith achève ici de débloquent le décollage d'une productions de représentations irréelles. L'Economie s'émancipe de la morale liée aux anciens rapports sociaux et se dés-encastre de la socialité intersubjective [5].

Dégagée de la moralité ordinaire, véritable condition de possibilité de la généralisation de l'échangeabilité aux yeux de Thompson, le marché abstrait des échanges objectifs apparaît dans son auto-accroissement toujours plus illimité à mesure qu'il détruit les liens sociaux anciens. Après avoir gagné assez d'inertie et de force, il constitue la forme de vie sociale capitaliste qui intègre également la forme Etat qui lui correspond.

2. L'histoire populaire de la résistance à la société économique.

E.P. Thompson décrit les premières luttes populaires au moment de la naissance du Léviathan techno-économique smithien. Dès l'origine, le peuple sent qu'il n'a rien à attendre de l'émergence de l'économie qui n'est que la face concrète et directement visible des rapports sociaux capitalistes médiés par le travail abstrait. Il réagit en se sentant lésée et tire en fait sa légitimité du modèle paternaliste des Tudors. En France l'économie morale de la foule qui s'illustre dans la « guerre des farines » de 1775, s'oppose à la politique physiocratique du gouvernement de Turgot, véritable clone français d'Adam Smith [6]. Le premier élément de mise en place du libre-échange est en effet le désengagement du roi de son paternalisme évergétique traditionnel [7] : désormais il accepte que les propriétaires de grains aient un contrôle absolu [8] sur la vente de leur bien.

Nombreux au XVIIIe siècle sont ceux qui voient l'intermédiaire commercial comme un intrus. Les marchands se déplacent de plus en plus, recherchant les meilleurs prix, ils refusent de vendre aux pauvres qui n'achètent qu'en petite quantité. Les vieux marchés locaux qui sont toujours plus que des échanges objectivés par leur marchandisation, déclinent (voir Latouche). C'est également l'invention du métier de boulanger [9]. L'hostilité est alors certaine contre les marchands. Toute exportation extra-locale ou régionale, surtout en période de disette, entraîne une levée de boucliers. La sensibilité morale des émeutiers ne se limite pas aux régions d'exportations outre-mer, les régions secondaires d'exportation sont également touchées par ces émeutes anti-économiques. Ces émeutes participent de la « mentalité révolutionnaire » décrite par G. Lefebvre : un mélange explosif d'inquiétudes et d'espérances alimenté par la circulation de rumeurs. La composition professionnelle de ces foules est celle des « basses classes » : sans-le-sou, aubergistes, tisserands, domestiques, mineurs, la main d'œuvre agricole, parfois les propriétaires fonciers moyens (pendant la « guerre des farines »), et très souvent des femmes. Ces émeutes populaires consistent généralement à l'entravement de la circulation des grains (sur les voies fluviales ou terrestres) pour ne pas qu'ils quittent la région, mais on retrouve aussi des pratiques de crevaisson des sacs, le pillage des entrepôts, la taxation populaire du grain.

Ces « émeutes » que relatent par milliers les archives anglaises, pouvant aller jusqu'à devenir une véritable « guerre des farines » comme en France en 1775, ne sont pas des formes archaïques de soulèvement comme l'a prétendue la dogmatique historiographique marxiste. Ces émeutes anti-économiques développent en effet des modèles de comportement prenant leurs origines plus d'un siècle auparavant. Ainsi si l'on regarde de plus près, la forme dominante de ses émeutes, c'est-à-dire la « taxation des prix », on observe toujours un déroulement très particulier : la foule prend d'assaut le convoi d'un négociant ou d'un fournisseur (la nouvelle classe des intermédiaires de l'échange marchand) et lui achète sa marchandise, mais en faisant son propre prix qualifié de « juste prix », celui du vendeur étant estimé « injuste » car « a-moral » [10]. Le processus classique de ce type d'émeute, est celui d'un premier départ de la foule du marché vers les

moulins, puis bifurquent vers les fermes qu'elle visite une à une, achetant le grain au « juste prix ». Les émeutiers peuvent se déguiser ou se noircir le visage. Cependant, ces émeutes mettent en œuvre un code de conduite envers les victimes : on ne leur vole pas le grain, on le rachète à prix décidé par la foule. Cette « honnêteté » des émeutiers s'explique du fait qu'ils doivent continuer à vivre à côté de leurs victimes qui sont souvent de riches voisins. Il se dégage également un code de conduite envers les autres émeutiers : on répand le grain sur le sol permettant un « droit universel d'accès à la subsistance » (C. A. Bouton). Quand le « monopoleur » (ce vocabulaire trouve particulièrement son écho dans les thèses d'Ivan Illich sur le « monopole radical » qui détruit toute possibilité d'autonomie) cache trop bien sa réserve de grains des yeux de la foule, celle-ci attaque les moulins et les fermes, détruit les équipements et répand la farine dans les rivières. La foule n'est jamais stupide, elle est même très bien renseignée puisque ses membres travaillent sur les quais, les marchés, dans les moulins, dans les champs, elle est donc beaucoup plus au courant que la police, et déniche sans erreur des réserves de grains. Elle sait très bien que la seule façon de faire céder le riche, c'est de lui tordre le bras.

Ces émeutes montre Thompson, connaissent également à la fin du XVIII^e siècle, une transformation de la nature de la protestation [11] : on s'attaque aux symboles du pouvoir (l'Ancien Régime et l'élite agricole) ainsi qu'aux symboles de la distinction sociale (bancs d'église, girouettes, blasons, etc). L'historien Jean Nicolas comptabilise ainsi pour ce qui est de la France, près de 512 émeutes anti-seigneuriales entre 1661 et 1789, et près de 1526 émeutes frumentaires relevant directement des formes de l'économie morale de la foule décrite par E. P. Thompson [12]. C'est ainsi que la « guerre des farines » qui a lieu essentiellement dans les « pays de grande culture » (la couronne du bassin parisien, futur grenier à blé de l'Europe) où l'émergence de la réalité économique est la plus avancée, est une véritable tournant qui voit apparaître un vaste « mouvement agraire d'envergure » contre la société smithienne, dépassant largement la simple question de la taxation populaire des grains. La question du pouvoir et la mise en question des relations socio-économiques sont désormais posées. Comme l'écrit J. Nicolas, « la dimension politique de ces mouvements se retrouve plutôt dans la volonté d'une fraction d'établir de nouvelles règles au nom de la communauté et de ses droits. (...) Les crises rebelleonnaires sont politiques dans ce sens où elles touchent aux us et coutumes » [13]. La dimension politique n'y est donc pas autonomisée, c'est-à-dire « désencastrée » de la vie sociale, comme dans les formes modernes de la sphère politique [14]. Le politique et le social y sont encore indistincts [15]. C'est-à-dire que cette « infra-politique » tient son enracinement dans le cours spontané de l'expérience sociale historiquement déterminée. Elle prend d'abord la forme d'un travail ou d'un vécu en commun, au sein de cette dimension sociale de l'essence de l'individu comme l'a expliqué Michel Henry :

« Lorsqu'une difficulté surgit dans l'accomplissement de ce travail, les acteurs concernés se rassemblent et se concertent. De la confrontation de leurs points de vue résulte la décision qui leur semble la meilleure. D'être prise en commun, celle-ci revêt une sorte de légitimité et c'est ainsi que tous vont s'y soumettre. C'est dans cette situation que se forme l'Idée démocratique, l'idée d'une communauté qui décide elle-même de son organisation et de ses fins. En tant que l'Idée démocratique prend naissance sur le plan de l'activité sociale, un clivage décisif se produit : cette activité se dédouble, elle n'est plus seulement sociale mais politique. Au lieu de s'accomplir spontanément, elle s'interrompt pour devenir l'objet d'une réflexion. Celle-ci est motivée par la nécessité d'intégrer une action particulière en un ensemble beaucoup plus vaste et finalement à la totalité des actions d'un groupe. Cette prise en considération du système global des actions marque l'ouverture d'un champ nouveau et absolument original, celui-ci du politique - lequel relève de la connaissance et non plus de l'agir. Une telle mutation est décisive parce qu'elle concerne la phénoménalité même des phénomènes en jeu. A l'action réelle immergée dans la vie et se révélant dans son pathos, le déploiement d'une dimension proprement politique des représentations, des idées, une idéologie - mais d'abord le milieu de lumière où se montrent ces représentations et ces idées » [16].

Pour donner un exemple de ces émeutes véritablement anti-économiques et infra-politique, en 1775, dans la région anglaise proche d'Haverfordwest, des rumeurs circulent sur des exportations secrètes de grain vers la France. Les routes sont immédiatement bloquées par la population pour prévenir l'exportation hors des paroisses. Les chariots sont interceptés et déchargés des villes qu'ils traversent. Les mouvements de grains par convois de nuit prennent alors des proportions d'opérations militaires. Les menaces de destruction des canaux se succèdent, tandis que les bateaux sont assaillis dans les ports. Les mineurs de Nook Colliery menacent de barrer l'estuaire à un endroit resserré. Un exemple parmi des milliers d'autres de l'indignation

morale contre les marchands dont les engagements envers un marché extérieur interrompaient l'approvisionnement de la communauté locale.

L'« économie morale de la foule » est ainsi la première forme de résistance au projet métaphysique du libre-échange de la valorisation capitaliste (synonyme des termes « économie » ou « capitalisme ») [17]. Ces émeutes étaient déjà de ces luttes anti-économiques poussant à la révolte « tous ceux qui n'ont aucun pouvoir sur leur vie et qui le savent » [18]. Pour ce qui est (aujourd'hui encore) des luttes spectaculaires des partis politiques d'Extrême gauche, des altermondialistes et des cortèges carnavalesques de syndicalistes enturbannés, ceux-ci aveuglés par les bienfaits du capitalisme qu'ils prétendaient (envers et contre tout) dépasser, ne surent pas tenir compte, comme le dit Lafargue, de « la démoralisation que la bourgeoisie s'était imposée comme un devoir social, les prolétaires se mirent [alors] en tête d'infliger le travail aux capitalistes. Les naïfs, ils prirent au sérieux les théories des économistes et des moralistes sur le travail et se sanglèrent les reins pour en infliger la pratique aux capitalistes » [19].

Clément Homs

Bibliographie (pour aller beaucoup plus loin) :

- Edward P. Thompson, « L'économie morale de la foule », in *La Guerre du blé au XVIIIe siècle*.
- Edward P. Thompson, *La Formation de la Classe ouvrière anglaise*, Paris, Gallimard, 1988 (1963).
- Cynthia A. Bouton, « L'économie morale et la guerre des farines de 1775 » in *La guerre des blé au XVIIIe siècle*. Ceci est un aperçu de la thèse de cette historienne sur la guerre de farines.
- Cynthia A. Bouton, *The Flour war. Gender Class and Community un Late Ancien Regime French Society*, 1993.
- G. Rist, *Le Développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation Nationale de Sciences Politiques, 1996. Auteur qui s'inspire largement d'E. P. Thompson.
- Anatoli Ado, *Paysans en révolution. Terre, pouvoir et jacquerie 1789-1794*.
- Pour la situation américaine, cf. Christopher Lasch, *Le Seul et vrai paradis. Une histoire du progrès et de ses critiques*, Climats, 2002 (1991). Réédité chez Flammarion en 2006.
- Jean Nicolas, *La Rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale. 1661-1789*.

Notes :

[1] Sur la date de « l'autonomisation de l'économie », S. Latouche donne une fourchette qui ne donne bien sûr qu'un ordre d'idée, comprise entre 1671-1871. cf. son ouvrage, *L'Invention de l'économie*, Albin Michel, 2005, p.18. Comme nous l'avons noté dans le n°4 de la revue *Sortir de l'économie*, 2012, il vaudrait mieux parler d'émergence que d'invention de l'économie. Serge Latouche en ne parlant seulement que d'invention, renvoie le désencastrement de l'économie des formes sociales précédentes à un simple mouvement d'intellection des premiers économistes, des mercantilistes, de Locke, des physiocrates, etc. Or ce sont aussi les rapports sociaux qui émergent dans ce « long Moyen âge » (J. Le Goff), comme étant des rapports sociaux économiques. Il faut ici renvoyer aux thèses de Robert Kurz sur les effets sociaux déstructurants les anciens rapports féodaux qu'a eu ce que l'historien américain Geoffrey Parker la « Révolution militaire ».

[2] Cette pratique royale de l'évergétisme frumentaire apparaît dès l'Égypte ancienne, pour devenir un véritable instrument politique dans les royautes hellénistiques des héritiers des Diadoques.

[3] Pour ce qui concerne des grains, Smith pense l'action de la main invisible du marché en ces termes : Globalement les petits fermiers vendent leurs grains entre la moisson (l'été) et Noël pour un prix bas ; puis fermiers moyens qui peuvent garder leur production un peu plus longtemps vendent ; finalement les gros fermiers se permettent d'attendre le mois de mai pour vendre à haut prix. Si tout cela marche bien (et en effet cela marche très bien sur le papier), cela doit permettre de répartir le grain toute l'année, et cerise sur le pompon, faire office de système de rationnement « autogéré » en cas de disette. Bien entendu ce beau système tout théorique, peut se gripper, mais seulement si intervient l'ingérence importune de l'Etat et la sensibilité morale populaire (renvoyé au rang du « préjugé populaire »). Dans ce système, l'intermédiaire joue un rôle essentiel pour amener le grain des zones d'excédent vers celles de pénurie. A mesure que le XVIIIe siècle avance, on passe par un réseau de plus en plus complexe d'intermédiaires, pour aboutir en ce début du XXIe siècle, dans une société économique qui est un système intégré de satisfaction des besoins (réels et irréels) dans lequel chacun est interdépendant de tous les autres. Où chacun n'a plus aucune maîtrise sur les conditions de sa propre vie. La théorie économique écrite sur le papier s'est faite société : une société du Spectacle dans laquelle l'ensemble des rapports sociaux ne sont plus vécus mais abstraits. Ils ne sont plus

que médiatisés par des images, des utilités et des fonctions. L'économie smithienne a désormais saisie la société comme moyen de sa réalisation, en une organisation sociale totale, donc totalitaire.

[4] Jean-Pierre Dupuy, *Le Sacrifice et l'Envie*, Calmann-Lévy, 1992 : « De l'émancipation de l'économie », p.76.

[5] Guy Debord écrit dans *La Société du Spectacle*, thèse 51 : « L'économie autonome se sépare à jamais du besoin profond dans la mesure même où il sort de *l'inconscient social*, qui dépendait d'elle sans le savoir. “ Tout ce qui est conscient s'use. Ce qui est inconscient reste inaltérable. Mais une fois délivré, ne tombe-t-il pas en ruine à son tour ? ” (Freud) ».

[6] En France, la première tentative d'introduction du libre-échange date de 1763/1764 et 1771. La troisième tentative sera celle de Turgot en 1774, donnant immédiatement lieu à la « guerre des farines ».

[7] Pour l'historien S. Kaplan, dans *Le Pain, le peuple et le Roi*, c'est la mise en cause du mythe royal bâti autour de l'image du souverain dispensateur et arbitre, qui entraîne dans le peuple, un désenchantement vis-à-vis du pouvoir, jusqu'à la désaffection à l'égard de la monarchie française. Ces analyses de Kaplan, sont ainsi a rapproché du cadre conceptuel proposé par E. P. Thompson qui explique l'émergence de l'« économie morale de la foule », par le reflux de la politique paternaliste royale sous l'injonction du libre-échange. Cependant J. Nicolas dans *La Rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale. 1661-1789*. adresse à S. Kaplan, un « non global » et un « oui partiel »...

[8] Préfiguration de la « propriété exclusive » du Code civil de 1801.

[9] En effet, auparavant, chaque foyer amenait moudre son propre grain au moulin du meunier. La figure du meunier était jusqu'alors centrale dans l'imaginaire populaire. Mais dès lors que l'économie prend son autonomie à travers l'extension de la sphère des denrées échangées par les intermédiaires, le meunier se change de plus en plus en marchand : il font directement la moule pour des boulangers et ont donc peu de temps pour les petits clients vivant de l'agriculture de subsistance. Dès la fin du XVIIIe siècle en Angleterre, beaucoup de gens ont désormais l'habitude (« par la force des choses » dirait Charbonneau) d'acheter leur pain directement chez le boulanger.

[10] Ce moyen d'action fut codifié en Angleterre dans le *Book of Orders* entre 1580 et 1630, comme mesure d'urgence des temps de pénurie. Ce *Book* va longtemps rester dans la mémoire populaire même si c'est très lointain. Régulièrement circulent divers pamphlets ou affiches clouées sur des enseignes, rappelant les bonnes manières aux « monopoleurs » et « accapareurs » potentiels - sous peine de soulèvement populaire. Cela touche particulièrement les vieilles régions manufacturières de l'Est et de l'Ouest, la foule y prétendait que puisque les autorités refusaient d'appliquer les « lois », elle devait le faire elle-même.

[11] Notons tout de même que Jean Nicolas est opposé à la thèse de Cynthia Bouton affirmant une prolétarianisation des mouvements à la fin du XVIIIe siècle. Pour lui, la continuité l'emporte sur les nouveaux clivages. Cf. dans *La Rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale. 1661-1789*, son Chapitre VIII, « Politique de la faim ». L'historien Colin Lucas, va quant lui interpréter les événements révolutionnaires de juillet 1789 à travers la thèse de l'« économie morale de la foule » d'E. P. Thompson. Il minimise alors la portée révolutionnaire de ces événements, pour en montrer la continuité d'avec l'économie morale de la foule. Il souligne plutôt l'importance du basculement opéré en octobre 1789 : la foule urbaine (surtout des femmes parties à Versailles chercher le boulangère et le petit mitron) dépasse les gestes de l'« économie morale », et envahit les lieux du pouvoir et séquestre le roi dans Paris aux Tuileries.

[12] Jean Nicolas comptabilise plus exactement entre 1661 et 1789, près de 564 émeutes contre la cherté ; 119 émeutes contre l'accaparement des grains, et près de 707 émeutes contre le départ des grains.

[13] Jean Nicolas, op.cit. L'historien conclut son ouvrage par cette idée que le schéma tocquevillien de la naissance de la Révolution française est faux. A côté des idées des Lumières, certes, qu'on retrouve chez les rédacteurs de cahiers de doléances, « il y a l'énorme champ des sommations du réel ».

[14] Cf. Jacques Ellul, *L'illusion politique*, La Table ronde, 2004 (1965).

[15] Sur l'invention du politique, c'est-à-dire l'autonomisation de cette sphère, cf. les travaux de la médiéviste Elisabeth Crouzet-Pavan, par exemple le chapitre V. « les inventions du politique » dans *Enfers et Paradis. L'Italie de Dante et de Giotto*, Albin Michel, 2001.

[16] Michel Henry, « Difficile démocratie », dans M. Henry, *Phénoménologie de la vie. Tome III, De l'art et du politique*, Puf, 2004, p.167-168. Je souligne.

[17] Les pseudos luttes anti-libérales menées par le capitalisme altermondialiste, sont de celles qui s'attaquent au libre-échange pour mieux défendre la valorisation capitaliste. L'anti-libéralisme est une de ses mufleries habituelles que l'on trouve à foison dans la sous-pensée gauchiste. Pour élargir la réflexion autour des luttes contre le capitalisme, et notamment à propos de l'histoire américaine de la lutte populaire contre le salariat, on peut par exemple se reporter aux paragraphes « Une première opposition au travail salarié » et

« L'acceptation du travail salarié et ses conséquences » dans C. Lasch, *Le Seul et vrai paradis. Une histoire de l'idéologie du progrès et de ses critiques*, Climats, 2002. réédition 2006.

[18] Union Nationale des Etudiants de France, Association Fédérative Générale des Etudiants de Strasbourg, *De la misère en milieu étudiant. Considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier*, 1966.

[19] Paul Lafargue, *Le Droit à la paresse*, Mille et une nuits, 1999 (1880), p. 37.